



## Berlin Eco

NUMERO 10

22 avril 2020

© DG Trésor

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

Selon une étude de l'institut [ZEW](#), un « **European Recovery Fund** » de 1,5 B€ n'aiderait que marginalement des Etats lourdement endettés tels que l'Italie ou l'Espagne : l'avantage financier net pour ces pays ne totaliserait que 3 à 4 % de PIB. L'institut avance que les effets nets d'un tel fonds ne suffiraient donc pas à compenser l'importante hausse de dette publique en Italie et en Espagne. **En cas d'émission de « Corona-Bonds », le degré de partage de la charge financière serait également négligeable** : l'étude estime le gain sur les intérêts pour l'Italie à 3,1 Md€ par an, contre un coût supplémentaire de 1,9 Md € pour l'Allemagne. Enfin, les auteurs considèrent que des « Corona-Bonds » représentent un risque pour les pays est-européens plus pauvres, tels que la Roumanie ou la Bulgarie : moins touchés sanitaire et économiquement par le Covid-19, ils deviendraient contributeurs nets, selon les estimations de l'institut.

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

L'indice des attentes conjoncturelles de l'institut [ZEW](#) a augmenté de 77,7 points en avril 2020 pour s'établir à 28,2 points, ce qui refléterait **un léger regain d'optimisme pour le troisième trimestre 2020** de la part des experts financiers sondés. Un retour à une performance économique équivalente à la période pré-crise Covid-19 est attendu pour 2022. L'indice du ressenti de la situation actuelle est en revanche tombé à -91,5 points, soit un recul de 48,4 points par rapport au mois de mars.

**L'indicateur conjoncturel de l'institut [IMK](#) chiffre la probabilité d'une récession à 78,1 % pour le deuxième trimestre 2020.** En mars, la probabilité était estimée à 34,8 %. La dégradation des conditions de financement des entreprises, la chute des actions en bourse et la baisse des commandes issues de l'étranger sont citées comme principaux facteurs de risque. L'institut estime une reprise possible en fin d'année, si les restrictions sociales liées à la pandémie Covid-19 s'assouplissent à partir de mai.

#### POLITIQUES SOCIALES

Le [ministère](#) fédéral du travail a présenté le 16 avril 2020 un ensemble de **mesures de protection au travail** en contexte de risques d'infection par le coronavirus. L'employeur est responsable de la mise en place d'une organisation du travail permettant une distance de protection d'au moins 1,5 mètre entre les salariés ; le port de masques est recommandé en cas d'incertitude sur la mise en œuvre effective d'une distance de protection suffisante. Les salariés ayant des symptômes ou de la fièvre ne doivent pas aller dans l'entreprise. L'élaboration d'un plan de pandémie est préconisée. La mise à disposition de masques ou de produits de désinfection doit être garantie.

Environ 4 millions de salariés seraient en **chômage partiel** : c'est une [estimation](#) de la fondation Hans Böckler sur la base d'une enquête réalisée dans la 1<sup>ère</sup> moitié d'avril auprès de 7 600 salariés dont 14 %



ont déclaré être en chômage partiel. Selon un [sondage](#) de la fédération patronale de la chimie BAVG, 14% des effectifs dans la branche pharmaceutique et dans la chimie étaient en chômage partiel début avril, soit 85 000 salariés. La part des heures chômées atteignait 65% en moyenne dans les entreprises.

## ACTUALITE FINANCIERE

### MARCHES FINANCIERS

Les ménages allemands disposaient fin 2019 d'un **patrimoine financier** de 6 468 Md€ ([données Bundesbank](#)), en hausse de 7 % par rapport à 2018. La détention d'espèces et le volume des dépôts bancaires ont augmenté, de même que l'encours des parts en fonds d'investissement et des contrats assurance-vie.

En réaction à la présentation par l'**association Libra** de son nouveau projet de monnaie numérique, la fédération des banques privées, [BdB](#), réitère son appel, notamment aux banques centrales, en faveur de la création de systèmes de paiement numériques indépendants européens.

En raison de la chute des cours boursiers de ces dernières semaines, la fédération bancaire allemande (*DK*) demande un report au 1<sup>er</sup> janvier 2022 de l'entrée en vigueur de la loi (prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2021) qui modifie la fiscalité appliquée aux [contrats à terme](#). Elle réduira la possibilité de prendre en compte les pertes de valeur de ces titres financiers.

L'Agence financière allemande a annoncé qu'elle émettra ses [obligations vertes](#) (cf. BE 22/2019) au second semestre 2020 pour un montant d'environ 10 Md€, avec des échéances de 2, 5, 10 et 30 ans.

### REGULATION FINANCIERE

La fédération allemande des actuaires ([DAV](#)) souligne que la volonté du gouvernement de fortement développer la **finance durable** ne pourra être réalisée que si les assureurs disposent d'informations détaillées concernant les effets du climat sur l'économie réelle. Ceux-ci ont besoin de données plus précises pour réaliser des modèles de risques prenant en compte les effets du climat. La *DAV* craint en outre que le soutien aux investissements verts ne produise une bulle financière.

### BANQUES ET ASSURANCES

La confédération du secteur bancaire allemand, *DK*, a annoncé que, pour des raisons sanitaires, le passage de 25 € à 50 € des [paiements sans contact et sans code](#) commençait à être mis en œuvre sur le territoire allemand.

Selon la fédération des banques privées, *BdB*, plus de 500 000 personnes auraient obtenu de leurs banques, conformément à la récente loi *CorInsAG*, un report de trois mois du remboursement de leurs **crédits à la consommation** du fait du Covid. Les banques spécialisées dans les crédits à la consommation (Targobank du groupe Crédit Mutuel et ING DiBa notamment) seraient les plus concernées. La fédération critique le manque de clarté de la loi ; le texte ne précise pas si le calcul des intérêts est suspendu ou se poursuit pendant les trois mois de report (cf. BE 8/2020).

En dépit de la crise du Covid qui ralentira son activité, **Hamburg Commercial Bank** (ancienne Landesbank HSH Nordbank) se dit confiante quant à l'atteinte fin 2021 de ses objectifs qui lui permettront alors d'intégrer le système de garantie des dépôts des banques privées (cf. BE 21/2018). Le [résultat](#) avant impôts de la banque s'élève fin 2019 à 77 M€ (contre 97 M€), le bilan à 48 Md€ (contre 55 Md€), les emplois équivalents temps plein à 1 482 (contre 1 716) et le ratio/coûts revenus à 69,3 %. La banque compte parvenir à un ratio coûts/revenus de 40 % fin 2021 en licenciant massivement.



Pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, le nombre de contrats de retraite complémentaire « [Riester](#) » (contrats de retraite par capitalisation bénéficiant d'une aide publique, mis en place en 2002) est en baisse nette : il est passé de 16,600 M (2018) à 16,530 M (2019). La part de contrats « dormants » est estimée à 20 %.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Economique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Revu par : Catherine Rozan

Version du 22 avril 2020